

## 50 ANNÉES DE PROGRÈS.

## L'indépendance

**K**omme Kabylie : en 2010, et on ne sait pour quelle raison, naît une formidable polémique qui, en utilisant certains faits authentiques et déplorables, voire condamnables, finit par prendre la tournure d'une croisade anti-Boumediène avec comme axe central l'une des plus formidables contre-vérités historiques : le président défunt serait anti-kabyle. J'ai beaucoup d'amis de cette région et qui sont de mon âge, qui vouent une considérable estime pour Boumediène. Récemment, le fils d'Achmed Khelifi de Béjaïa témoignait ici-même de l'amour que portait son père à l'homme du 19 juin 1965, amour qu'il a fini par comprendre même si lui-même n'en était pas convaincu au départ. Boumediène anti-kabyle, lui qui avait toujours eu à l'esprit de respecter un certain équilibre régional qu'il jugeait nécessaire au cours de cette étape cruciale pour la mobilisation de toutes les compétences nationales autour des tâches d'édification ? Et sur qui pouvait compter Boumediène dans les domaines de l'enseignement, notamment supérieur, de la médecine, de la technologie, de la construction, des hydrocarbures et de tous les grands secteurs industriels si ce n'est sur cette élite kabyle qui était aux commandes dans de nombreuses sociétés et ministères. Elite qui, aux côtés des cadres provenant des autres régions, a réalisé l'essentiel des acquis que refusent de voir les adversaires de Boumediène. Ce dernier avait même un Kabyle chrétien dans son gouvernement au moment où la religion était confiée à un homme de progrès, ouvert à l'universalité mais fier de notre islam de tolérance et de fraternité, j'ai cité M. Mouloud Kassim Naït Belkacem. Et pour une «dictature militaire» comme nous le rappellent certains, par qui était dirigée cette fameuse sécurité militaire ? N'était-ce pas M. Kasdi Merbah ? Un homme à l'intégrité reconnue par tous et qui promettait de dévoiler, dans *le Soir d'Algérie*, dont il était un ami et à qui il a été l'un des premiers responsables de parti à rendre visite, les noms des assassins d'Abane et de Krim Belkacem. Il n'aura pas l'occasion de revenir sur le sujet... Il est malhonnête de dire que Boumediène était anti-kabyle. Il avait une vision – fausse ou justifiée, l'histoire le dira un jour – qui voulait rassembler à un moment où l'équilibre politique était fragile. On peut dire qu'il n'avait pas saisi la véritable dimension des revendications identitaires qui ne pouvaient s'exprimer librement ; mais on peut dire aussi que c'est après sa mort que la région kabyle s'est soulevée et que les premiers signes de l'oppression massive sont apparus, avec comme point final la mort de 127 jeunes au cours du «Printemps noir». De quelques militants incarcérés – et auxquels toute la Nation devrait rendre hommage – on est passé, dans les années 1980, à un autre cycle de répression qui allait envoyer dans les geôles des dizaines de représentants de l'authentique culture amazighe. C'est dans ces années-là que se renforcera cette ligne dure, initiée par un FLN qui profitait de la mort de Boumediène pour asseoir les bases d'une domination sans limites de la vie politique algérienne. L'article 120 et les différentes orientations en matière de religion et d'arabisation ont montré que le nouveau pouvoir agissait pour un «baâthisme» à l'algérienne dont nous continuons à subir les conséquences. S'il est admis que certaines graines ont été plantées à la fin du règne de Boumediène, notamment sous l'influence de courants politiques conservateurs qui ont chassé tous les progressistes (le grand Mostefa Lacheraf en fera les frais), il est exagéré de charger le président défunt de tous les maux propagés par ses successeurs ! C'était un socialiste qui voulait transformer la société en la modernisant et il eut à lutter aussi contre l'islamisme naissant. Sa philosophie était d'encourager les élites à



Photos : DR

porter la Révolution. Il ne comptait pas beaucoup sur le FLN. En réunissant par exemple les étudiants volontaires à la veille de leur départ vers les champs, ne court-circuitait-il pas le parti qu'il trouvait trop mou et trop conservateur pour porter le message du socialisme ?

Quant au mouvement pour la démocratie, la liberté et l'identité qui a eu toujours pour creuset la Kabylie, il continue de s'exprimer sous différentes formes allant jusqu'à l'exigence de l'autonomie. Si la majorité de la population semble actuellement rejeter toute idée de se séparer du corps de la Nation, il est temps, 50 années après l'indépendance, de projeter une vraie politique de régionalisation qui donnera plus de pouvoir aux élus locaux et installera la démocratie participative ainsi que le libre choix dans certains domaines liés à la vie de la population locale, les questions de souveraineté et les choix stratégiques de la Nation tout entière étant du seul ressort des institutions nationales.

**L** comme liberté : que ce soit en matière politique, économique, culturelle, d'expression ou de presse, la liberté a souvent manqué dans notre pays. Le système du parti unique ne permettait ni création d'autres partis, ni le lancement de journaux indépendants. Quant à la ligne économique marquée par le monopole de l'Etat, elle empêchait l'ouverture et ne tolérait le privé que dans des activités non stratégiques et marginales. Les changements qui sont intervenus après le 5 Octobre 1988 n'ont pas été à la hauteur des attentes des Algériens. Après une courte période de démocratie naissante qui a vu l'autorisation de nombreux partis et la publication de plusieurs quotidiens sur la lancée du *Soir d'Algérie*, le premier à paraître en septembre 1990, le champ se bouchera très vite et une véritable restauration s'installe. Le jeu politique est rapidement fermé par le refus d'agréer de nouveaux partis et les fraudes successives qui ont décrédibilisé l'acte de voter. Quant à la liberté de la presse, faut-il rappeler les innombrables procès intentés contre les journalistes et la fermeture du *Matin* ainsi que l'incarcération de son directeur, M. Mohamed Benchicou, durant deux années à la prison d'El-Harrach ? Par ailleurs, une centaine de confrères sont tombés sous les balles des islamistes armés. Quant à la liberté syndicale, de toute récente naissance, l'actualité quotidienne montre bien qu'elle a un long chemin à faire avant de devenir effective.

Par Maâmar Farah

**P** comme programmes TV : alors que la télévision n'était captée que dans les centres-villes d'Alger, Oran et Constantine durant l'époque coloniale et une bonne partie de la décennie 60, une première extension régionale permit aux populations de chaque région de voir les programmes diffusés par le centre régional. Les copies arrivaient par avion à Oran et Constantine. En 1970, l'Algérie procéda à l'unification du réseau TV national et tous les téléspectateurs algériens purent voir enfin un seul et même programme. En 1975, l'Algérie devenait l'un des premiers utilisateurs du satellite pour la retransmission des programmes nationaux à travers l'ensemble du pays. Après une longue stagnation de l'«Unique», quelques rafistolages pas du tout convaincants ont permis de multiplier les chaînes publiques par cinq. Enfin, l'apparition de chaînes privées dans un environnement juridique flou montre à l'évidence que ce sont certains cercles du pouvoir qui cherchent à se redéployer pour prendre de l'avance. Une véritable télévision libre reste à inventer.

**Q** comme quintaux : alors que tous les pays du monde comptent la production céréalière en tonnes, nous continuons d'utiliser le quintal ! Certainement pour gonfler des chiffres qui apparaîtraient ridicules en tonnes. Malgré des progrès indéniables, la céréaliculture continue d'utiliser des méthodes dépassées et datant des siècles antérieurs. Il apparaît que le véritable bond en avant ne peut être atteint que si l'on se décide une fois pour toutes à lancer une politique de massive irrigation qui, au lieu d'être orientée vers les melons et les pastèques, touchera de plus en plus de terres céréalières. C'est une question stratégique et le ministère de l'Agriculture devrait y penser sérieusement. Bien sûr, il faudra aussi continuer à accorder des crédits aux instituts de recherche pour la sélection des meilleures semences adaptées aux différents sols et poursuivre la mécanisation des fermes. Les statuts juridiques sont flous et une bonne politique foncière devient une nécessité. Enfin, et après une longue parenthèse, l'habitat rural a reçu de gros budgets et l'on peut dire que le gourbi rural, logis de la majorité des Algériens avant l'indépendance, a totalement disparu, remplacé par ces cubes de béton qui poussent comme des champignons partout.

**R** comme Révolution agraire : beaucoup d'encre a coulé sur la Révolution agraire, œuvre inachevée et dont le rôle premier était d'installer une véritable révolution dans les rapports de production à la campagne, avec le noble objectif de hisser le paysan au rôle de citoyen moderne. Menée tambour battant sous l'égide de walis soucieux de présenter des rapports positifs, la Révolution agraire fut marquée par une conduite bureaucratique. La collectivisation poussée a fortement nui à la bonne marche des coopératives. Au lieu d'opter pour d'autres formes prévues par la Charte comme l'association d'entraide ou les coopératives de services, ce fut la formule la plus difficile qui fut choisie partout. Rien n'empêchait les agriculteurs de se regrouper pour exploiter en commun l'eau ou se partager le matériel agricole, ce qui aurait été une meilleure manière de les sensibiliser à l'esprit coopératif. Mais les autorités voulaient le maximum de Capra (coopérative de production). La démagogie aura été en fin de compte l'arme fatale pour la Révolution agraire. Par ailleurs, le mal qui touchait les exploitations de la RA était inexistant dans l'autre secteur «socialiste», celui des fermes autogérées.

**M** comme Marocains : j'ai toujours cité l'horrible expulsion de citoyens marocains installés en Algérie depuis la période coloniale et qui ont souvent des liens de sang (mariages avec des Algériennes) et de terre (c'étaient des ouvriers agricoles, souvent enfants d'anciens ouvriers agricoles) avec notre pays. Ils ont été renvoyés manu militari, dans des conditions épouvantables, chez eux où aucune infrastructure n'était préparée pour les accueillir. Des enfants n'ont pas trouvé leurs pères en rentrant de l'école. D'autres n'ont pas pu dire adieu à leurs mères...

En parlant souvent de ce sujet que je qualifie de point noir dans l'œuvre de Boumediène, je me fais interpellé par des amis lecteurs qui me reprochent de ne pas faire le «parallèle» avec l'expulsion des Algériens après l'attentat de Marrakech attribué par les autorités marocaines à des terroristes qui seraient de chez nous. Si j'en parle, c'est parce que cela m'a paru choquant venant d'un pouvoir qui se disait populaire et qui considérait que le Maghreb devait se construire d'abord entre les peuples. Quant au Makhzen, je n'ai rien à attendre de lui. Ennemi irréductible du peuple algérien, il n'a pas hésité à nous attaquer pour revendiquer Tindouf alors que nous nous relevions d'une guerre meurtrière et que l'Etat algérien était à genoux ! Tout au long des dernières décennies, il n'a cessé de nous chercher des problèmes surtout après l'appui de l'Algérie à la cause sahraouie.

**O** comme Oran : la grande métropole n'a pas eu les grandes réalisations qu'elle mérite en tant que seconde capitale du pays. S'il existe certes des plans d'aménagement urbain intégrant la construction de milliers de logements, l'édification d'écoles, de lycées et d'universités ainsi que la densification des réseaux routiers et la construction d'un futur tramway, Oran n'a pas reçu des projets dignes de sa stature de seconde ville de l'Algérie, notamment dans le domaine de grands espaces verts, de réfection du tissu urbain intramuros totalement délabré, d'édification de grands centres de rayonnement culturel (salles de concert, grandes écoles artistiques, opéra, cinémas, musées, théâtres, stades, parcs de loisirs, zoos, etc.) Si le nouvel hôpital est venu à point pour donner à la ville plus de capacités d'accueil, les infrastructures demeurent toujours réduites pour une si importante population. Oran doit devenir le centre de rayonnement de notre côte Ouest, en face des villes espagnoles dont elle a le charme méditerranéen mais pas les commodités et les équipements.